



## RÉGION ACADÉMIQUE LA RÉUNION

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SG4

Contrôle de gestion-coordination paye

Affaire suivie par :

Coordination paye

Mél : [coordpaye@ac-reunion.fr](mailto:coordpaye@ac-reunion.fr)

DPEPO

Division des personnels enseignants  
du premier degré

Affaire suivie par :

Mme NARSOU Angélique

Mél : [dpep.secretariat@ac-reunion.fr](mailto:dpep.secretariat@ac-reunion.fr)

24 Avenue Georges Brassens CS 71003  
97743 ST DENIS CEDEX 9

Saint-Denis, le 28 septembre 2023

Le recteur

à

Mesdames et messieurs les Inspecteurs de  
l'Education nationale du 1<sup>er</sup> degré

Mesdames et messieurs les directeurs  
d'école

Mesdames et messieurs les chefs des  
établissements privés sous contrat

S/c de Madame l'Inspectrice d'académie –  
Directrice académique adjointe des services  
de l'Education nationale en charge du 1<sup>er</sup>  
degré et de l'éducation prioritaire

**Objet : Modalités de mise en œuvre de la part fonctionnelle de l'ISAE au sein des écoles et établissements du premier degré de l'enseignement public et privé, année scolaire 2023-2024**

### Références :

- Décret n ° 2013-790 du 30 août 2013 modifié instituant une indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves au bénéfice des personnels enseignants du premier degré ;
- Arrêté du 30 août 2013 modifié fixant les montants de l'indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves instituée au bénéfice des personnels enseignants ;
- Note de service MENJ – DGRH B1-3 – DAF – DGESCO du 20 juillet 2023 (BO du 30/07/2023)
- Note DAF D du 28 juillet 2023

### Annexes :

- PACTE 1D Colibris : pas à pas des IEN
- PACTE 1D Colibris : pas à pas des directeurs d'école
- Modèles lettres de mission pour l'enseignement privé

### Ressources :

- Foire aux questions évolutive sur le site internet académique (<https://www.ac-reunion.fr/personnels-du-1er-degre/le-pacte-1d-128223>)

La mise en œuvre du PACTE se traduit par un dispositif indemnitaire instaurant une part fonctionnelle de l'indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves (ISAE) correspondant à l'exercice de missions complémentaires, créée par le décret n°2013-790 du 30 août 2013 modifié.

La présente note a pour objet de rappeler le cadre réglementaire, de préciser la procédure de paiement et de contrôle du service fait au titre de l'année scolaire 2023-2024.

## **I. Mise en œuvre du PACTE dans le 1<sup>er</sup> degré**

### **a. Enseignement public**

Les professeurs des écoles et instituteurs exerçant au sein d'une école du premier degré public peuvent se voir attribuer des missions complémentaires et les parts fonctionnelles correspondantes. Ainsi, l'exercice effectif des missions suivantes ouvre droit au versement d'une part fonctionnelle :

Nature de la mission	Missions	Volume horaire
Missions d'enseignement ou à caractère pédagogique assurées en présence des élèves	Session de soutien ou d'approfondissement en mathématiques et en français en classe de 6e	18 heures
	Intervention dans le dispositif « Devoirs faits »	24 heures
	Intervention dans les dispositifs « Stages de réussite » et « École ouverte »	24 heures
	Soutien aux élèves rencontrant des difficultés dans les savoirs fondamentaux	24 heures
Missions d'accompagnement des élèves ou missions d'innovation pédagogique effectuées au cours de l'année scolaire	Coordination et prise en charge des projets d'innovation pédagogique	/
	Appui à la prise en charge d'élèves à besoins particuliers	/

L'adhésion au PACTE est formalisée par une lettre de mission signée par l'inspecteur de l'Éducation nationale.

### **b. Enseignement privé**

A l'exception de la mission « école ouverte » qui n'est pas mise en œuvre dans l'enseignement privé, les missions ouvrant droit au versement de la part fonctionnelle sont identiques à celles du public.

La réalisation des missions des maîtres du premier degré en établissement du second degré est subordonnée à l'accord du chef d'établissement du second degré. La sollicitation et le dialogue avec l'ensemble des parties prenantes (organisations des maîtres, des chefs d'établissements et des réseaux) doivent permettre un appariement plus facile entre les maîtres volontaires et les établissements ne disposant pas de la ressource.

L'adhésion au PACTE est formalisée par une lettre de mission signée par le chef d'établissement. Lorsque le maître exerce également la fonction de chef d'établissement, la lettre de mission est signée par le recteur ou son représentant. En ce sens, il convient de transmettre ladite lettre à la DPEP.



### c. Dispositions communes

La mise en œuvre du Pacte se traduit par la création de parts fonctionnelles de l'ISAE (Code IR 2476) correspondant à l'exercice de missions complémentaires et d'un montant annuel brut de 1 250 € par part.

Le tableau ci-dessous précise la nature de la part fonctionnelle concernée en fonction du corps d'appartenance de l'agent et le processus applicatif à mobiliser.

Corps et situation professionnelle	Part fonctionnelle concernée	Type de missions possibles	Processus et applicatifs concernés
Professeurs des écoles et instituteurs affectés dans le 1 <sup>er</sup> degré	ISAE	Missions listées dans l'arrêté fixant les montants de l'ISAE	Démarche Colibris PACTE 1D Public
Maîtres du privé	ISAE	Missions listées dans l'arrêté fixant les montants de l'ISAE	Transmission de la copie de la lettre de mission par mail au service gestionnaire
Professeurs des écoles et instituteurs affectés dans le 2 <sup>nd</sup> degré	ISAE	Missions listées dans l'arrêté fixant les montants de l'ISAE et missions listées dans l'arrêté fixant les montants de l'ISOE	STS Web

La part fonctionnelle de l'ISAE, bénéficiant aux enseignants du premier degré public et privé est liquidée sous le code IR 2476. Elle est versée mensuellement, par 9<sup>e</sup> de septembre à décembre et de février à juin.

Pour la présente année scolaire, le premier versement des parts fonctionnelles interviendra sur la paye de novembre 2023 (les deux premières fractions des indemnités seront régularisées en rappel dans la paye du mois de novembre).

L'adhésion au pacte se fait majoritairement en début d'année scolaire. Toutefois, il est possible dès lors que les moyens le permettent qu'un enseignant bénéficie de part(s) fonctionnelle(s) en cours d'année.

## II. Déploiement de la démarche Colibris PACTE 1D Public

La démarche Colibris déconcentre la saisie des attributions et permet un export des données et une intégration dans l'application de gestion de la paye au niveau du service gestionnaire.

La procédure PACTE 1D, au titre de l'année scolaire 2023-2024, est accessible dans l'outil « Colibris » :

[aca.re/pacte1d/declarer](https://aca.re/pacte1d/declarer) : accès directeur d'école

[aca.re/pacte1d/traiter](https://aca.re/pacte1d/traiter) : accès inspecteur

L'application est ouverte **du jeudi 28 septembre 2023 au vendredi 13 octobre 2023 (inclus)**

Des modes opératoires à destination des IEN et des directeurs d'école sont annexés à la présente circulaire, afin de préciser l'ensemble des étapes de saisie des parts fonctionnelles, de production de la lettre de mission et de validation des missions.

### **III. La procédure pour l'enseignement privé**

Pour l'enseignement privé, les chefs d'établissement doivent transmettre, dès signature, les copies des lettres de mission par mail au secrétariat de la DPEP ([dpep.secretariat@ac-reunion.fr](mailto:dpep.secretariat@ac-reunion.fr)).

Le service gestionnaire procède à la saisie manuelle des missions dans la base de gestion afin de procéder à la mise en paiement des missions contractées.

Pour garantir la première vague de mise en paiement sur la paye de novembre 2023, j'attire votre attention sur la nécessité de transmettre lesdites lettres de mission au plus tard le mercredi 11 octobre 2023 à midi à la DPEP. Les pièces transmises après cette date seront traitées au fil de l'eau sur les payes suivantes.

### **IV. La procédure de paiement et le contrôle du service fait**

#### **a. Principes généraux**

Les parts fonctionnelles de l'ISAE sont versées mensuellement, par 9e de septembre à décembre et de février à juin. Cette modalité de versement répond à la reconnaissance de l'engagement individuel dans le Pacte, dans le cadre des missions imparties, tout au long de l'année scolaire.

Les versements mensuels constituent à cet égard une forme d'avance si le service fait n'est pas encore intervenu. Un contrôle rigoureux de la réalisation des missions est donc indispensable et peut conduire à un arrêt du versement et/ou un rappel en cas d'absence de service fait.

#### **b. Modalités du contrôle interne par le rectorat**

En contrepartie de la facilité d'un paiement mensualisé automatique, un renforcement du contrôle interne est indispensable pour pouvoir s'assurer de l'effectivité des missions forfaitaires ainsi que des heures réalisées.

A cet effet, les chefs d'établissements ainsi que les inspecteurs de l'éducation nationale, en liaison avec les directeurs d'écoles, conserveront toutes les pièces permettant d'attester de la réalité du service fait, notamment pour les missions quantifiées en heure. Pour les sessions de soutien ou d'approfondissement en mathématiques et en français en classe de 6<sup>ème</sup>, les échanges écrits entre l'inspecteur, le directeur d'école et/ou l'enseignant avec le chef d'établissement concerné pour fixer les modalités et le calendrier d'intervention, et ses éventuelles modifications, et attester de leur bonne réalisation devront également être conservés.

Les services académiques réaliseront un contrôle annuel par échantillonnage sur plusieurs écoles ou établissements pour s'assurer que les heures payées en parts fonctionnelles ont bien été réalisées.



**c. Situations particulières pouvant donner lieu à maintien ou arrêt du versement de la part fonctionnelle**

Le constat d'un écart entre la réalisation des missions et l'engagement formalisé dans les lettres de mission peut conduire à une suspension des versements pour que les paiements correspondent à la réalité du service fait.

Au niveau des établissements et circonscriptions, des contrôles devront régulièrement être mis en place pour vérifier que les missions rémunérées sont bien réalisées.

Le suivi et le contrôle réalisés tout au long de l'année par les inspecteurs devront permettre une mise en œuvre effective de la possibilité de proposer des missions alternatives en substitution des missions qui ne pourraient pas être réalisées pour des motifs tenant aux besoins du service.

Pour les agents qui refuseraient de réaliser leur mission ou les missions alternatives proposées, une suspension de la part fonctionnelle devra être mise en place afin que le montant payé corresponde aux missions réalisées.

Le tableau ci-après retrace les principaux cas de figure et les opérations de régularisation qu'elles peuvent nécessiter quant au montant à verser aux personnels concernés.

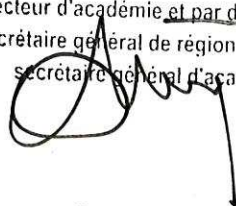
Situations	Effet sur le versement	Action en cours d'année
<b>Mission qui se déroule conformément à l'engagement initial</b> <i>La réalisation des missions est conforme à l'engagement et il existe une assurance raisonnable que celles-ci pourront être réalisées dans leur intégralité avant la fin de l'année.</i>	Les versements mensuels se poursuivent	Non
<b>Modification de mission en cours d'année</b> <i>Les missions correspondant à l'engagement ne peuvent être exercées du fait de l'évolution des besoins du service ; dans ce cas, le signataire de la lettre de mission propose des missions alternatives.</i>	Les versements mensuels se poursuivent si l'agent accepte les missions alternatives.	Oui L'IEN fait parvenir au gestionnaire le nouveau code motif sur lequel l'agent est positionné et sa date d'effet.

<p><b>Service non fait, total ou partiel suite à un refus non justifié de l'agent</b></p> <p><i>Les missions correspondant à l'engagement ou les alternatives proposées par le signataire de la lettre de mission ne sont pas réalisées du fait d'un refus de l'agent.</i></p>	<p>Les versements doivent être suspendus voire rappelés pour prendre en compte la réalité du service fait.</p>	<p><b>Pour les missions en heures</b>, l'IEN devra transmettre au service de gestion le nombre d'heures réalisées. Le service gestionnaire adaptera le montant de la part versée aux heures réalisées. Un outil de calcul ultérieur sera mis à la disposition des IEN et des services de gestion.</p> <p><b>Pour les missions forfaitaires</b>, la date de suspension est la date de refus de l'agent.</p> <p>L'inspecteur de l'éducation nationale (ou le chef d'établissement dans l'enseignement privé) transmet les corrections aux services gestionnaires par fiche de liaison (un modèle sera proposé avec l'outil de calcul précité).</p>
<p><b>Exercice total de la mission et congé interruptif du versement de la part fonctionnelle</b> (cf. partie C de la note du 20 juillet 2023)</p>	<p>Dès lors que la mission a été réalisée dans son intégralité, la part fonctionnelle correspondante doit être versée en totalité.</p>	<p>Le versement se fera directement par les services de gestion.</p> <p>Cette procédure nécessite que les chefs d'établissement et les inspecteurs de l'éducation nationale informent, par fiche de liaison, les services gestionnaires des situations individuelles à régulariser</p>

Un bilan dont le format sera précisé ultérieurement devra être transmis par les inspecteurs de l'éducation nationale et par les chefs d'établissement au rectorat en janvier et en avril 2024 afin de présenter un état agrégé de la réalisation des missions.

Je vous remercie de bien vouloir faire part, à mes services, de toute difficulté dans la mise en œuvre de ce dispositif.

Pour le recteur de région académique.  
recteur d'académie et par délégation  
le secrétaire général de région académique  
secrétaire général d'académie



Erwan POLARD